

## **A SAINT CHRISTOL- LEZ-ALES DANS LE GARD UNE CENTAINE DE SALARIEES OCCUPENT « CALL-EXPERT »**

Le 5 juin dernier les salariéEs de *Call-Expert*, entreprise de télémarketing, ont découvert en se rendant à leur travail que l'entreprise était fermée et que la direction avait disparu. Ayant pu finalement y pénétrer les téléopératrices ont constaté que tous les outils nécessaires à l'exécution du travail avaient été déconnectés. Face à cette situation, une partie des salariéEs syndiquées ou non à la CGT et une partie du CE ont décidé de se mettre en grève et d'occuper les locaux. Cette occupation de jour comme de nuit est destinée à préserver leur outil de travail et à éviter des actes de vandalisme qui pourraient leur être imputés. Une autre partie des salariéEs, majoritairement syndiqués à la CFDT, a décidé de jouer le jeu de la concertation avec le patron fugueur. Après que les grévistes aient demandé une médiation au sous-préfet d'Alès, le Président de *Call-Expert* Languedoc-Roussillon envoyait le 13 juin une lettre aux salariés leur reprochant la situation de blocage dans laquelle se trouve l'entreprise et assurant le versement de leur salaire aux non grévistes. Le sous-préfet, M. Marx, a regretté, lors de la réunion de médiation, que l'action inconsidérée des grévistes mette l'entreprise en péril et ne s'est pas privé d'attiser sans trop de difficultés la division syndicale.

Philippe Poutou avec les militants du NPA du Gard s'est rendu à Call-Expert le samedi 15 juin afin de soutenir les salariéEs et les encourager dans cette lutte d'autant plus difficile que la CFDT passe beaucoup plus de temps à dénigrer l'Union locale CGT plutôt que de défendre les 105 salariéEs contre l'attitude inqualifiable du PDG de *Call-Expert* à leur égard. Cette lutte est également difficile car peu soutenue même par les directions de partis ou de syndicats (y compris l'UD CGT du Gard) dont normalement on pourrait attendre un soutien actif des travailleurs. Philippe Poutou en saluant la détermination des ces courageuses grévistes a déclaré que c'est par la lutte que pourra naître le rapport de force qui permettra renverser ce système inique qu'aucune réforme ne rendra plus humain.

Discours très bien accueilli par les salariés de Call-Expert mais aussi par les salariés d'entreprises venus manifester leur solidarité et encore récemment en lutte (victorieuse) comme Haribo, où il s'était rendu, et de syndicalistes poursuivis pour « faits de rébellion » face aux forces publiques. Beaucoup de syndiquéEs de la base disent ouvertement et avec beaucoup d'amertume que plutôt que de défendre les salariéEs, leurs directions nationales se préoccupent davantage de parfaire leur « image » de « partenaires responsables » dans un « dialogue social » bien cadré et pipé avec le gouvernement et le patronat.

Depuis lors le Sous-préfet, M. MARX, a réuni une table ronde avec les représentants de toutes les institutions concernées : Redressement industriel, Conseil Général, Président de l'Agglo, le PDG de *Call-Expert* ainsi que les représentants des salariéEs : CFDT et CGT. Le PDG de *Call-Expert* exige la reprise du travail dans un site qu'il a lui-même fermé le 5 juin dernier, mais ne veut donner aucune assurance quant au maintien du site de Saint-Christol-Lez-Alès au-delà du 30 décembre prochain.

Suite à l'entrée en force hier, dans l'entreprise, de représentants de la direction accompagnés de la police et des RG, trois salariéEs à bout de force après 15 jours d'occupation de l'entreprise ont fait de graves malaises qui ont nécessité leur hospitalisation. La déléguée CGT a demandé un droit de retrait et que l'on attende la fin du travail de la cellule psychologique. Pour beaucoup de salariéEs cette concertation ne sert à rien. Le Pdg de *Call-Expert* qui est implanté dans de nombreuses villes en France continuera comme il l'a toujours fait à racheter, à créer des entreprises avec les multiples aides dispensées sans beaucoup de contrôle par l'État et les collectivités locales et à les liquider ensuite sans état d'âme quand elles ne sont plus rentables à ses yeux et non sans avoir contracté de multiples dettes. Pourquoi s'en priverait-il d'ailleurs ? Lors de la table ronde qui vient d'avoir lieu à Alès, la communauté d'Agglo, face au spectre de la liquidation judiciaire, vient de lui proposer de nouvelles aides...